

## Cybersécurité



Très populaire, l'application de vidéos TikTok est détenue par l'entreprise chinoise ByteDance. KEYSTONE

# Des élus veulent bannir TikTok de l'administration

**Les États-Unis ou le Canada interdisent l'application chinoise à leur personnel. À Berne, des parlementaires sont pour.**

**Gabriel Sassoon**

La liste s'allonge sur fond d'inquiétudes quant à la protection des données. Après la Commission européenne, la semaine dernière, c'est au tour du Canada d'interdire avec effet immédiat l'installation de TikTok sur les téléphones fournis à ses employés. Ils imitent les États-Unis, qui avaient pris cette décision en fin d'année dernière. Le personnel fédéral américain a trente jours pour supprimer l'application, détenue par l'entreprise chinoise ByteDance.

En Suisse, le débat est lancé. Issus des deux côtés de l'échiquier politique, les parlementaires que nous avons interrogés plaident pour restreindre l'usage de la plateforme de vidéos, à des degrés plus ou moins importants. Le conseiller national Gerhard Andrey (Les Verts/FR) défend ainsi une interdiction au sein de l'administration fédérale, limitée toutefois aux secteurs d'activité - et donc aux informations - «sensibles».

## Un précédent au Mondial

«Laisser l'application sur certains appareils, c'est prendre un risque trop élevé. Il ne faut pas être naïf, la Chine a clairement un intérêt à faire de l'espionnage et de la surveillance à l'extrême.» Le Fribourgeois rappelle un précédent récent de limitation de l'usage de portables par le personnel fédéral: la Chancellerie avait bloqué deux applications qatariennes sur les smartphones de ses employés se rendant à la Coupe du monde de foot. «Ce n'est pas une pratique totalement inconnue.»

Vice-président de la Commission de la politique de sécurité, le conseiller national François Poinet (Vert'libéral/VD) estime qu'il faut bannir TikTok entièrement des smartphones professionnels de l'administration fédérale.

«Laisser l'application sur certains appareils, c'est prendre un risque trop élevé.»



**Gerhard Andrey**  
(Les Verts/FR)

D'abord parce qu'un téléphone de fonction «sert à travailler, et pas à jouer». Ensuite dans une logique de protection des données. Cela dit, il place l'application chinoise dans le même panier que ses concurrentes américaines.

«On a l'impression que le risque est plus important avec la Chine, car on est plus proche intellectuellement et dans nos valeurs des États-Unis, mais avoir nos données soumises à des lois américaines, ce n'est pas agréable non plus. Les applications américaines ne sont peut-être pas sous contrôle du gouvernement, mais celui-ci peut avoir

«Les inquiétudes sont justifiées. Le régime chinois est spécialisé dans le «siphonnage» d'informations.»



**Jacqueline de Quattro**  
PLR/VD

accès à toutes nos données quand il le désire.»

Au PLR, Jacqueline de Quattro (VD) serait pour restreindre l'usage du réseau social pour les hauts cadres de l'administration fédérale. «C'est un service très populaire, avec 1,7 million d'utilisateurs actifs en Suisse. Mais les inquiétudes quant à la protection des données sont justifiées. Le régime chinois est spécialisé dans le «siphonnage» d'informations.» La libérale-radical propose que seules les applications sécurisées et validées par la Confédération puissent être utilisées sur les appareils de fonction.

Sa collègue de parti Doris Fiala va beaucoup plus loin. «Les dangers pour la protection des données sont clairement sous-estimés. Si les violations se multiplient, une interdiction de TikTok dans toute la Suisse devra être discutée», déclarait la Zurichoise en janvier à «20 Minuten».

## La Confédération surveille

Que dit la Confédération? «L'administration fédérale peut, elle aussi, décider d'interdire certaines applications sur ces appareils pour des raisons de sécurité. Toutefois, TikTok n'a pas encore fait l'objet d'une telle mesure», répond Florian Imbach, porte-parole du secteur Transformation numérique et gouvernance de l'informatique. Dans l'immédiat, Berne va prendre contact avec les autorités de l'UE pour comprendre sa décision. «Le Centre national de cybersécurité est prêt à réagir rapidement en cas de besoin», ajoute-t-il.

La Confédération a déjà posé un cadre concernant les messageries instantanées. Depuis plusieurs années, l'application WhatsApp est prohibée pour les communications d'affaires. Elle peut néanmoins être installée sur un téléphone portable de service pour un usage privé.

## L'ennemi public numéro un?

● TikTok est dans la ligne de mire de plusieurs pays. Les États-Unis, le Canada et la Commission européenne interdisent désormais à leurs fonctionnaires d'utiliser la plateforme pour des raisons de sécurité. Que craignent-ils? «Au niveau de la collecte des données, TikTok n'est en rien différent des autres réseaux sociaux et reprend les mêmes éléments», commente Steven Meyer, cofondateur de l'entreprise de cybersécurité Zendata. Mais l'origine du géant numérique n'est pas sans importance. «TikTok est sous l'influence du gouvernement chinois, elle peut récolter des données pour des opérations politiques. Pour les autres plateformes, l'objectif est avant tout financier, même s'il peut arriver que ces données servent lors d'actions poli-

tiques», précise-t-il. La question dépasse ainsi le rôle de la Chine: «Le problème, c'est que des personnes gagnent de l'argent en récoltant des données et en espionnant les utilisateurs. Tous les réseaux sociaux sont concernés et il y a un besoin urgent de régulation.» Même constat pour Stéphane Koch, expert en cybersécurité et vice-président d'ImmuniWeb, société active dans la sécurité des applications. «TikTok ne doit pas être l'écran de fumée qui cache les autres plateformes tout aussi problématiques concernant la protection des données», note-t-il. En outre, «il faut prendre en compte le contexte géopolitique qui existe entre les deux pays. Il y a une concurrence économique qu'il ne faut pas négliger à l'heure où TikTok dépasse les réseaux

américains.» Les craintes envers le réseau social chinois sont «fondées, mais tout autant que pour les autres géants du numérique». Un véritable flou entoure nos pratiques numériques: «Les plateformes exploitent insidieusement le manque de connaissances des utilisateurs. Il faut leur imposer plus de transparence», argue Stéphane Koch. Mais cette vision est difficile à acquiescer. «On ne se rend pas compte en quoi cela peut être grave que l'on collecte nos données. Toutes ces données mises ensemble peuvent permettre à des machines d'anticiper nos moindres pensées, notre comportement. Suivant l'utilisation qui peut être faite, c'est très inquiétant», ajoute Steven Meyer. **Sonia Imseng**

## Une élue fait manger des invendus à ses collègues

**Palais fédéral**  
**Céline Weber (PVL/VD)**  
**a convaincu le restaurant de la Coupole de proposer un menu par jour cuisiné à base d'aliments destinés normalement à être jetés.**

En ce mardi midi, on trouve des spaghettis au pesto rosso et une salade de couscous aux légumes méditerranéens. Parmi les différentes propositions de menus de la carte de la Galerie des Alpes, une chose distingue ces deux plats des autres: le logo de l'association Table Suisse. Et ça change tout.

Depuis lundi et jusqu'au 17 mars, le restaurant du Palais fédéral propose aux parlementaires un menu cuisiné uniquement avec des invendus destinés à la poubelle. Une lettre a été adressée à l'ensemble de la députation pour l'informer de cette démarche contre le gaspillage alimentaire. Elle est signée par la conseillère nationale Céline Weber (PVL/VD). C'est elle qui est derrière cette action.

«À l'origine, il y a un rapport du Conseil fédéral publié l'an dernier et qui montre qu'en Suisse, on gaspille 330 kilos par an et par habitant d'aliments parfaitement consommables. Et on ne parle pas d'épluchure de carottes mais de vrais produits, dont beaucoup d'invendus alimentaires, raconte la Vaudoise. Aujourd'hui, seul 7% sont valorisés, notamment par le biais d'associations qui les distribuent (ndlr: comme Table Suisse). J'ai donc voulu sensibiliser mes collègues à cette cause en leur proposant ce repas.»

## Empreinte écologique

Dans cette Berne fédérale où tout prend tellement de temps, Céline Weber n'a eu aucun mal à convaincre. «J'ai été surprise de voir à quel point cela a été facile à mettre en place, reconnaît-elle. Je m'attendais à des réticences, car lorsqu'on parle d'invendus, ça concerne potentiellement des aliments qui ne sont pas produits en Suisse. Or le restaurant du parle-

ment valorise, logiquement, les produits indigènes. Si les choses se sont faites si aisément, c'est probablement parce que la cause touche les gens.» Et de se réjouir que certaines idées sont venues ensuite directement du restaurant du Palais fédéral, qui avait à cœur de concrétiser ce projet.

Et si les Vert'libéraux se préoccupent de la lutte contre le gaspillage alimentaire, c'est qu'il représente - du champ jusqu'à l'assiette - 7% de l'empreinte écologique de la Suisse.

Sous la salle du Conseil national, là où se trouve la Galerie des Alpes, c'est d'abord le paysage somptueux des montagnes derrière les fenêtres qui marque les esprits. C'est bien plus tard que l'on remarque un panier garni sur une table et quelques brochures qui informent de l'action des invendus. Un panier, lui aussi, destiné à la poubelle, bien que les produits soient encore comestibles.

Nous rencontrons alors Crista Baumann, responsable de la gastronomie du palais, avec qui Céline Weber a collaboré. Est-ce difficile de cuisiner des invendus? «Pas du tout, dès qu'on cuisine avec le cœur», répond-elle du tac au tac. D'ailleurs, il n'a pas fallu longtemps pour la sensibiliser à la cause. «J'étais convaincue d'avance.» Et de nous montrer, non sans fierté, la fameuse salade de couscous du jour.

Les plus anciens du palais se souviennent qu'une autre conseillère nationale Vert'libérale vaudoise avait elle aussi mis à l'honneur les invendus. C'était Isabelle Chevalley, qui avait invité un chef spécialisé dans la revalorisation de ces produits pour un apéro sous la Coupole.

Celle qui lui a succédé à Berne a-t-elle été influencée? Céline Weber admet se souvenir de l'apéro avec des insectes, mais pas celui des invendus. «Cela ne m'étonne toutefois pas. Chez les Vert'libéraux, l'économie circulaire et la gestion des invendus sont des thématiques sur lesquelles on travaille beaucoup.»

**Florent Quiquerez** Berne



Céline Weber a porté la problématique du gaspillage alimentaire jusque dans l'estomac des élus. KEYSTONE

## Bâle



**Les enfants étaient les rois du carnaval mardi après-midi à Bâle. Comme les adultes un jour plus tôt, ils ont défilé costumés et masqués dans les rues et sur les places de la cité rhénane. Des dizaines de milliers de spectateurs ont assisté au cortège malgré le froid. Les enfants ont défilé avec leurs petits chars pendant trois heures, distribuant fruits et sucreries. ATS**

## 2<sup>e</sup> pilier

### Le parlement se met d'accord, la gauche se rebiffe

La réforme du deuxième pilier est à bout touchant. Le National s'est rapproché mardi du Conseil des États pour compenser les pertes de rentes de la génération transitoire. La gauche a ainsi échoué à revenir au projet du Conseil fédéral, plus généreux puisqu'il entendait couvrir tous les assurés, et ce sans limite de temps. Un vote populaire paraît assuré, après l'annonce d'un référendum précisément par la gauche et les syndicats, qui dénoncent une réforme qui se fera «sur le dos des femmes et des bas revenus». **ATS**